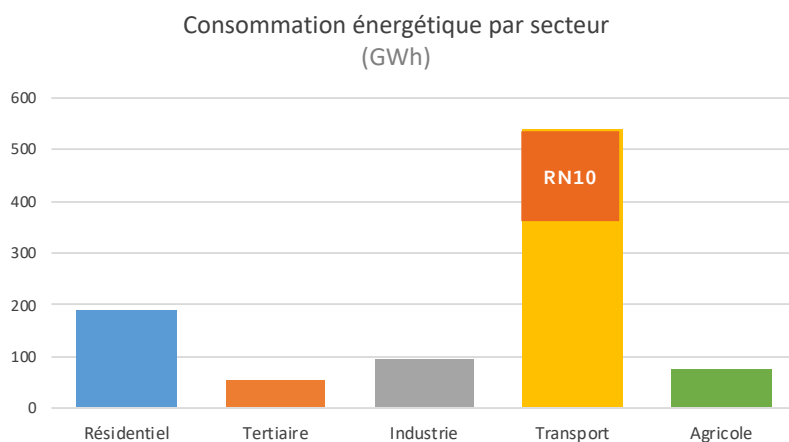


# Synthèse de diagnostics du PCAET et des enjeux qui se dégagent

## 1. PRINCIPALES INFORMATIONS ISSUES DU DIAGNOSTIC

### • La consommation d'énergie et la facture associée



Source : OREGES

La RN10 représente 20 % des consommations du territoire.

Si l'on exclut le transit RN10, 2 enjeux majeurs : les déplacements (44% sans la RN10) et l'habitat (26%).

59% des consommations d'énergie sont des produits pétroliers.

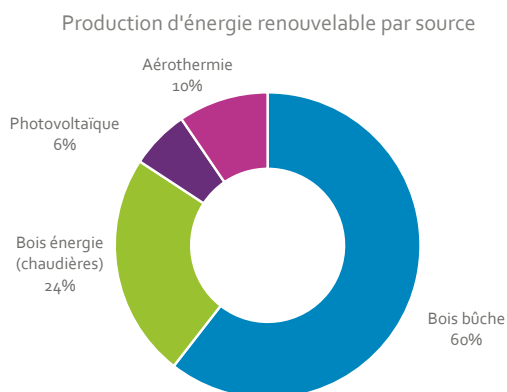
Un risque de surcoût annuel de plus de 50 % d'ici 2030.

Cette consommation d'énergie correspond à une facture de 73 millions d'euros par an, dont la quasi-totalité quitte le territoire (pétrole, gaz et électricité de réseau).

Il existe un fort risque d'augmentation qui peut entraîner un surcoût de l'ordre de 53 % d'ici 2030. Ainsi, en l'absence d'actions nationales et locales, la facture énergétique d'un habitant pourrait passer de 1 950 € aujourd'hui à 3 000 € en 2030.

La mobilisation sur la rénovation des bâtiments et le développement d'alternatives à la voiture est donc une priorité aussi bien en termes environnementaux que sociaux.

### • La production d'énergie renouvelable

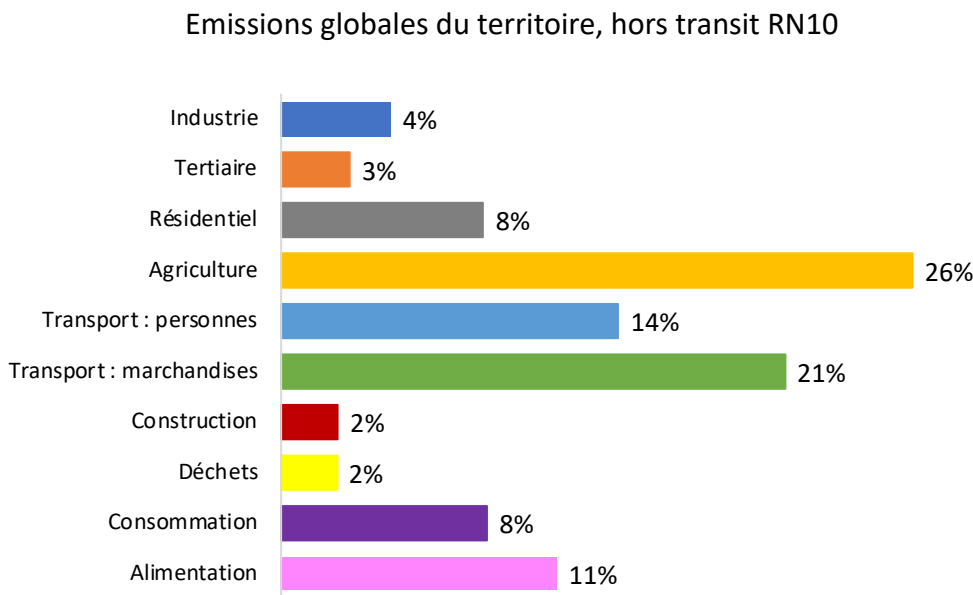


Production de 94 GWh/an, soit 13 % des consommations d'énergie du territoire.

Un potentiel de développement très diversifié

De nombreux projets de développement sont en cours sur le territoire et permettraient de quadrupler cette production s'ils se concrétisent tous (ce qui n'est généralement pas le cas). L'enjeu est donc de faciliter le développement des énergies renouvelables mais en maîtrisant les projets et en participant à leur gouvernance et à leur financement. Il est ainsi possible que le développement des énergies renouvelables ne soit pas subi, mais qu'il se fasse au service du territoire et de ses habitants.

- **Les émissions de gaz à effet de serre et la séquestration carbone**



**Aux principaux postes identifiés sur la consommation énergétique viennent s'ajouter :**

- L'agriculture
- La consommation et l'alimentation

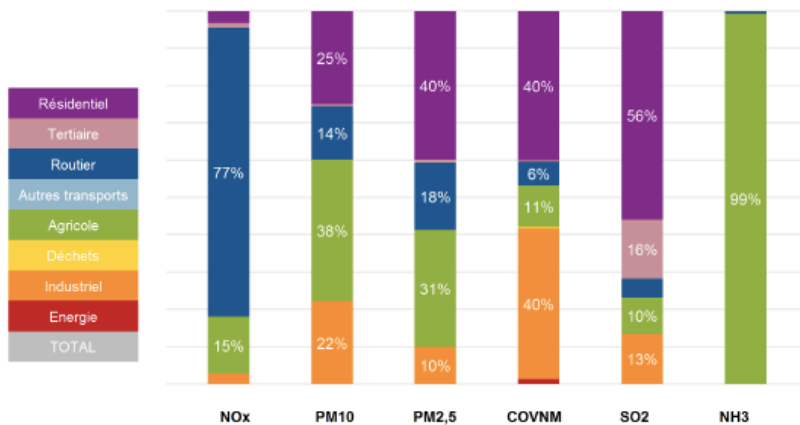
13 % des émissions sont annuellement séquestrées, quasi-exclusivement par les forêts.

Concernant les postes réglementaires, l'agriculture vient s'ajouter aux principaux postes identifiés dans le diagnostic énergétique. Les postes de la consommation et de l'alimentation sont hors périmètre mais présentent de véritables opportunités pour réduire l'empreinte carbone du territoire.

Chaque année, 13 % des émissions de gaz à effet de serre sont séquestrées sur le territoire, quasi-exclusivement par la forêt, soit quasiment l'équivalent des déplacements de personnes sur le territoire. Un potentiel de renforcement important de cette séquestration existe dans les sols agricoles si les pratiques évoluent.

- **Les émissions de polluants atmosphérique**

Répartition et émissions de polluants - en tonnes



Les émissions ont des sources diverses qui témoignent de la diversité du territoire.

On retrouve le triptyque :

- Mobilité
- Résidentiel
- Agriculture

Et dans une moindre mesure l'industrie.

Source : ATMO Nouvelle-Aquitaine

Alors que les 4B sud Charente représentent 6 % de la population départementale, elles émettent 11% des émissions départementales de NOx (transport routier et agriculture), 10 % des PM10 et 9 % des PM2,5 (agriculture, résidentiel, industriel et transport) et 9% du NH3 (agriculture).

En revanche, les 4BSC n'émettent que 4% des COV (industriel et résidentiel) et 2% du SO2 (résidentiel/tertiaire).

Ces résultats en grande partie liés au caractère agricole du territoire et à la présence de la RN10.

- **La vulnérabilité au changement climatique**

Les principaux enjeux relèvent :

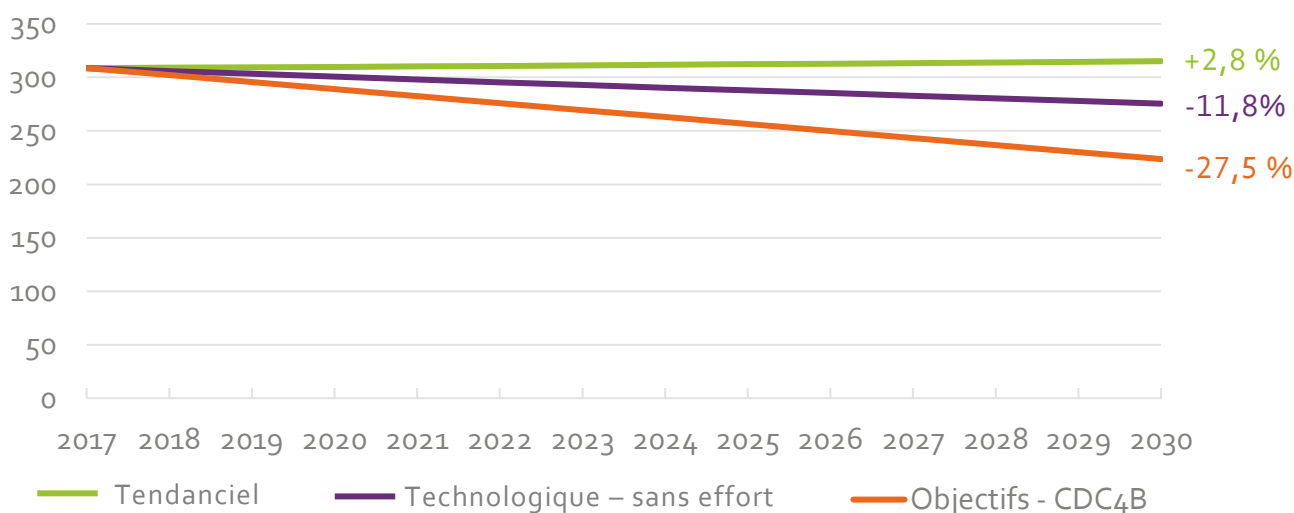
- de la **raréfaction de la ressource en eau** et de l'impact qu'elle pourrait avoir sur **l'agriculture locale** ;
- de l'évolution des **risques naturels**, en particulier le risque retrait-gonflement d'argile à l'est du territoire et le risque incendies de forêt au sud ;
- De la **fragilisation de la biodiversité**, faisant l'objet de peu de mesures de protection et de gestion sur le territoire ;
- **La protection des populations face aux fortes chaleurs**, en particulier pour les personnes âgées qui sont nombreuses sur le territoire.

## 2. LES TENDANCES FUTURES

Concernant les émissions de gaz à effet de serre, une modélisation des émissions futures a été réalisée. Ces hypothèses sont articulées avec les réflexions en cours dans le cadre du PLUi.

Déterminants utilisé pour la projection tendancielle	Estimation 2017	Delta/an	Projection 2030
Population	20 042	+43	20 600
Nb de ménages	9 110	+42	9 652
Nb de voitures	12 453	+55	13 163
Nb d'emplois tertiaires	4 691	+45	5 276
Nb d'emplois industriels	974	+10	1 104
Nb de logements existants	8 794	+42	9 336
Surfaces agricoles (SAU) en ha	37 587	-6	37 512

Scénarios GES (tCO<sub>2</sub>e) - Synthèse 2030



Ainsi, dans un contexte de croissance démographique et de création d'emplois modérée, les émissions tendanciennes seraient 2,8 % plus importantes en 2030 qu'aujourd'hui. Cependant, les progrès techniques attendus doivent permettre de faire baisser significativement cette tendance (bâtiments neufs plus performants, véhicules neufs plus performants, électroménager plus performant, etc.). C'est ce qu'indique le scénario technologique-sans effort qui permet d'obtenir une réduction de 11,8 % des émissions d'ici 2030 et donc d'infléchir la courbe tendancielle de plus de 10%. Toutefois, pour être conforme à l'objectif national de -40% entre 1990 et 2030, il faudrait atteindre un résultat de -27,5 % entre 2017 et 2030. C'est ce que doit permettre de réaliser le PCAET.

### 3. SYNTHÈSE DES ENJEUX

#### Enjeu central du PCAET

Dans un contexte de croissance démographique et économique modérée, devenir un territoire à énergie positive et contribuer à la neutralité carbone nationale

#### Enjeux sectoriels et réglementaires

#### Spécificités locales

Réduire la consommation d'énergie ; maîtriser la facture et la précarité énergétiques

Enjeux majeurs : les déplacements et l'habitat  
Réduire la dépendance aux énergies fossiles

Augmenter la production d'énergie renouvelable

Un potentiel diversifié à exploiter en maîtrisant les projets

Réduire les émissions de GES

Au-delà de l'énergie : agriculture, consommation, alimentation

Augmenter les flux de séquestration

Par de nouvelles pratiques agricoles, la maîtrise de l'étalement urbain et la gestion de la forêt




Anticiper le changement climatique

Une priorité sur l'eau, la gestion des risques, la biodiversité et la prévention des fortes chaleurs


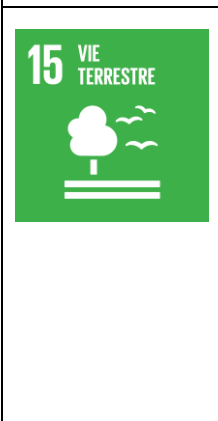


Préserver la qualité de l'air

Un enjeu qui semble moins fort, mais une qualité de l'air méconnue

#### 4. SYNTHÈSE DES ENJEUX DES DIAGNOSTICS SELON LES OBJECTIFS LES 17 OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'AGENDA 2030

ODD	Enjeux
 <p><b>1 PAS DE PAUVRETÉ</b></p>	<p>Compenser les faibles niveaux de revenus qui peuvent être un frein à la diffusion des solutions technique dans les ménages (isolation de bâtiments, remplacement de chaudières ou de véhicules, etc.)</p> <p>Maintenir un bon niveau d'accompagnement des personnes en difficulté</p>
 <p><b>2 FAIM «ZÉRO»</b></p>	<p>Permettre le développement d'une agriculture tournée vers les circuits courts et prenant en compte les enjeux de changement climatique, de séquestration carbone, de pollution des milieux, d'économie d'eau et de qualité de l'air</p>
 <p><b>3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b></p>	<p>Pérenniser le centre hospitalier de Barbezieux-Saint-Hilaire</p>
 <p><b>4 ÉDUCATION DE QUALITÉ</b></p>	<p>Maintenir le niveau de service en termes d'équipements scolaires de proximité</p>
 <p><b>5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES</b></p>	<p>Non traité – peu de leviers locaux</p>
 <p><b>6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT</b></p>	<p>Organiser un développement urbain et démographique compatible avec les conditions d'assainissement</p> <p>Lutter contre les pollutions diffuses d'origine anthropique</p> <p>Assurer la compatibilité du PLUi avec les SAGEs</p> <p>Veiller au respect des exigences écologiques des espaces aquatiques et humides</p>

<p><b>7</b> ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE</p> 	<p>Accompagner les habitants dans des démarches d'économies d'énergie, en particulier la rénovation des logements</p> <p>Mobiliser les entreprises tertiaires, industrielles et agricoles dans la transition énergétique</p> <p>Soutenir et accompagner la production d'énergie renouvelable électrique et chaleur, avec des projets centralisés et diffus</p> <p>Assurer une maîtrise locale des projets</p>
<p><b>8</b> TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE</p> 	<p>Accompagner les acteurs économiques vers la transition écologique et économique</p> <p>Faire des politiques de transition énergétique des vecteurs de création d'emploi</p> <p>Moderniser les zones d'activités en prenant en compte la gestion environnementale</p>
<p><b>9</b> INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE</p> 	<p>Promouvoir l'écologie industrielle et l'économie verte</p> <p>Poursuivre le développement des tiers lieux et du numérique</p>
<p><b>10</b> INÉGALITÉS RÉDUITES</p> 	<p>L'essentiel des sous-thèmes de cet objectif sont régaliens</p> <p>Absence de compétence sociale pour les 4BSC, non traité</p>
<p><b>11</b> VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES</p> 	<p>Créer des pôles de services et d'équipements de proximité afin de réduire les besoins en déplacements</p> <p>Renforcer une offre d'infrastructures et de services de déplacements permettant une alternative à l'autosolisme</p> <p>Dynamiser les centres-bourgs : améliorer la qualité des logements et l'offre de services</p> <p>La mobilisation de ces surfaces déjà artificialisées est un enjeu majeur afin de limiter la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et de favoriser une densification maîtrisée permettant d'optimiser les réseaux et les équipements</p>
<p><b>12</b> CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES</p> 	<p>Réduire les déchets à la source</p> <p>Accompagner l'évolution des modes de consommation</p>
<p><b>13</b> MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES</p> 	<p>Mettre en œuvre des actions de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs</p> <p>Renforcer la séquestration de carbone dans les sols agricoles et dans la forêt</p> <p>Poursuivre les politiques de gestion de risque</p> <p>Lutter contre les fortes chaleurs dans les centres-bourgs et accompagner les publics fragiles</p>

	<p>Objectif tourné vers les écosystèmes marins et côtiers : territoire non concerné</p>
	<p>Préserver la trame verte et bleue face à l'urbanisation, de ses réservoirs comme de ses corridors</p> <p>Maintenir le bocage et les activités qui l'entretiennent</p> <p>Préserver les milieux aquatiques et la qualité de l'eau</p> <p>Préserver les zones humides</p> <p>Prendre en compte les sites identifiés pour la mise en œuvre de mesures compensatoires des atteintes à la biodiversité</p> <p>Anticiper le changement climatique</p>
	<p>Enjeu de portée internationale et relevant des pouvoirs régaliens de l'Etat – Non traité</p>
	<p>Non traité dans le cadre du diagnostic, mais faisant partie de la gouvernance du PCAET qui sera un programme d'actions partenarial faisant l'objet d'une démarche de suivi et évaluation de d'amélioration continue.</p>

## 5. LES PRINCIPAUX LEVIERS A METTRE EN OEUVRE

Pour répondre à ces enjeux, de nombreux leviers existent. Des actions en cours permettent d'ores et déjà de les mobiliser, à savoir des leviers :

### d'aménagement

stock de carbone, adaptation au changement climatique, maîtrise des déplacements

### comportementaux

Éco-gestes, éco-conduite, réduction des déplacements, télétravail, covoiturage, réduction et recyclage des déchets, modes de consommation, modes d'alimentation, etc.

### technologiques

Isolation, équipements économes, véhicules alternatifs, énergies renouvelables, pratiques agricoles, modes de production propres, matériaux biosourcés, etc.